



Tous Ensemble pour l'emploi, les salaires, les services publics

En ce moment même, de nombreuses mobilisations syndicales, souvent unitaires, visent à obtenir des augmentations de salaires, à empêcher des restructurations, licenciements qui frappent des dizaines de milliers de salariés dans les grandes ou petites entreprises. Ces mobilisations doivent se poursuivre et s'amplifier. Elles contribuent à ce que les revendications sociales soient au cœur du débat politique :

- ⇒ **L'insécurité sociale mine la société,**
- ⇒ **La France s'illustre aujourd'hui par 7 millions de pauvres.**

Dans la même période, les profits des grands groupes et la rémunération des actionnaires ont largement progressé.

" Ils veulent revaloriser le travail " ?

Exigeons une augmentation générale des salaires et un SMIC à 1500€ !

" Travailler plus pour gagner plus " ?

Mais qui impose le temps partiel et les bas salaires ?

" Travailler plus pour gagner plus ", c'est toujours plus pour les privilégiés et les actionnaires et les sacrifices pour les salariés !

En décembre 2006, les statistiques publiées par le ministère de l'emploi recensaient précisément 2,9 millions de demandeurs d'emploi, soit 8,6 % de la population active. Mais les chiffres officiels ne dénombrent que les chômeurs inscrits à l'ANPE et classés en catégorie 1 (il existe 8 catégories). Au total, on peut chiffrer de 5 à 6 millions le nombre de personnes touchées en réalité par le chômage.

La précarité s'accroît.

La France affiche le plus fort taux de contrats précaires en Europe avec l'Espagne.

Une nouvelle fois, les entreprises du CAC 40 ont battu tous les records en réalisant quelques 74 milliards d'€ de profits en 2006, soit un bond de 54 % en 5 ans. Et il n'y aurait pas d'argent pour l'augmentation des salaires !

Les dividendes versés aux actionnaires devraient atteindre 31,7 milliards d'€ en 2007.

Un SMIC à 1 500 €, c'est possible !

UN SERVICE PUBLIC GARANT DE LA COHESION SOCIALE

La notion de Service Public se trouve au cœur de la réflexion de tous les acteurs institutionnels, politiques, économiques et sociaux. Réforme, réorganisation, privatisation, les Services Publics sont un enjeu de société. Pour la CGT ils représentent un élément incontournable pour le développement et la cohésion sociale.

La notion d'intérêt général est, elle aussi, très ancienne. Elle est la traduction laïque du bien commun qui entraîne la volonté commune d'agir pour satisfaire les besoins de la population.

Il y a des raisons d'en être !

Déjà de nombreuses organisations sont dans l'action.

La Fonction Publique s'engage pour construire un 29 mars à la hauteur des enjeux que porte le monde du travail.

Le 29 mars constitue une nouvelle étape convergente. Les salariés du privé et du public porteront, ensemble, leurs exigences revendicatives pour que salaires, emploi, Services Publics soient au cœur de la mobilisation.

**MANIFESTATION
JEUDI 29 MARS 2007
10H30 PORTE D'AIX - MARSEILLE**